Médias

Objekttyp: **Group**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **28 (1991)**

Heft 1049

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

RÉACTIONS

Le réfugié comme un miroir

*«Les arguments **contre*** [l'accueil des réfugiés] *sont en premier lieu d'ordre économique, autour de trois thèmes-clés constitués par l'emploi, le logement et le coût de l'accueil.»*
«Avec nos impôts, ils touchent plus que les retraités! On leur offre des logements, alors que nous, on n'en trouve pas! Ils nous piquent le boulot. C'est une invasion... il y a malaise !»

La première citation est tirée du livre de Gérard de Rham, Christiane Grandmousin et Marie Bernasconi, *L'Asile dans notre quotidien, discours populaire sur les réfugiés*, paru en 1986 (PUBLI-CETIM, Genève). L'autre est extraite d'un article paru dans *24 Heures* du 24 août 1991. Entre les deux, cinq ans se sont écoulés[1], au cours desquels le discours sur les réfugiés n'a pas bougé d'un pouce.
Pourquoi d'ailleurs l'aurait-il fait, puisque dans le même temps la situation s'est sensiblement dégradée, non pas tellement dans le domaine de l'asile que dans celui, par exemple, du marché du logement en Suisse ?
Et ça peut donner ceci:
«Le propriétaire de mon immeuble, "un petit futé" a trouvé la bonne combine: il envoie une résiliation de bail aux locataires actuels, pas tous à la fois, mais le reste suivra. Une fois l'appartement libre, il le loue à la Croix-Rouge pour des réfugiés, très certainement pas au prix actuel.
Voici comment, après trente-deux ans dans la même maison, je cherche un logement. Il y a bien une solution: demander la nationalité sri-lankaise et me présenter comme demandeur d'asile, la Croix-Rouge me fournirait alors un appartement.
Mais il y a un hic: malgré mes vacances de juillet, je ne suis pas assez bronzé !» (Lettre de lecteur parue dans *24 Heures* du 23 août 1991)
On ne peut alors que souscrire aux conclusions de l'ouvrage cité plus haut, qui proposent de lire ou d'entendre, sous le discours des gens sur les réfugiés (essentiellement dévoilé dans les lettres de lecteurs), un autre débat, dont le véritable enjeu est l'image de la Suisse. Parler des réfugiés, c'est entre autres faire apparaître les *«catégories défavorisées de la société suisse: pauvres, chômeurs, vieux, handicapés*.
Mais alors, si le fait de parler des réfugiés, c'est se regarder dans un miroir, pourquoi ne pas *«regarder l'image que renvoie ce miroir, plutôt que le miroir lui-même»* ? La question se trouve ainsi posée à la classe politique, et de manière convaincante: *«Plutôt que de poursuivre une introuvable bonne politique d'asile, reprendre les débats* [...] *sur les questions qui apparaissent comme des préoccupations importantes dans le discours populaire: le sort des chômeurs, la crainte de l'emploi, les difficultés de logement, les limites de la protection sociale* [...], *le manque de pouvoir réel sur ses propres conditions de vie»*.
Mais en cinq ans, ces débats-là ont-ils beaucoup progressé ?

Catherine Dubuis

[1] Davantage, si l'on considère que certaines des lettres de lecteurs sur lesquelles de Rham et alii appuient leur analyse remontent à début 1983.

---

quelques voix à gauche et de faire preuve de son indépendance. Car si ce parti n'a pas la faculté de choisir lui-même ses candidats, sans avoir à composer avec les directives de ses grands frères, plus rien ne justifie sa présence à l'Exécutif cantonal où il occuperait, de fait, un strapontin radical.
Le hasard veut que cette démission prudente intervienne au moment où les partis de l'Entente placardent sur les murs des affiches portant le slogan: «L'Entente, c'est bon pour le canton».
Les manœuvres auxquelles doit se livrer Marcel Blanc pour protéger son parti des appétits libéraux donne évidemment l'image d'une Entente plutôt forcée. Et cette victoire personnelle et ponctuelle du conseiller d'Etat UDC, garant du fauteuil gouvernemental tant qu'il le défendait en personne, ne doit pas faire oublier que l'Entente fonctionne avant tout au profit des radicaux qui, contrôlant le magistrat agrarien dont, on l'a vu, dépend l'élection, détiennent de fait une majorité absolue au Conseil d'Etat.
«Bon pour le canton» ? On peut légitimement douter que cette élection partielle coïncidant avec les élections fédérales soit une bonne chose pour le canton. D'autant plus qu'elle devra être suivie d'une nouvelle consultation si le socialiste Duvoisin démissionne du Conseil d'Etat, comme il l'a annoncé, en cas d'élection au Conseil national. Il est peu probable que l'on puisse porter à l'actif vaudois ces calculs purement électoralistes, ces manœuvres de pure politique politicienne.
Si ce qui est bon pour le canton avait prévalu, M. Blanc aurait démissionné en même temps que (sous réserve de son élection au Conseil national) M. Duvoisin, après les élections fédérales. ■

MÉDIAS

Au cours de l'été *Radio Zones* (région genevoise) a lancé un appel de fonds ciblé sur les militants anti-nucléaires (plus de 3000 noms).

Le magazine alémanique des médias *Klartext* publie dans sa dernière édition une conversation avec Jasmine Audemars, rédactrice en chef du *Journal de Genève et Gazette de Lausanne*, et Jacques Pilet, rédacteur en chef du *Nouveau quotidien*. L'édition dominicale de ce journal sera vendue 2 francs et concurrencera donc *La Suisse* (2 francs) et *Le Matin-Dimanche* (3 francs)

Une tentative de lancer un deuxième journal sportif en Suisse alémanique vient d'avorter. Les initiateurs ont sagement renoncé à disputer son «monopole» à *Sport* dont les comptes sont largement déficitaires.

Lancement à Zürich d'un trimestriel intitulé *Züri Magazin*. Dès le départ il y a eu un conflit au sujet du titre car celui-ci avait été utilisé, il y a quelques années, pour des éditions spéciales du journal gratuit *Züri Woche*.

La Suisse a fait redessiner son logo et va modifier sa formule; ce journal part à l'offensive pour éviter d'être bousculé dans la lutte pour les lecteurs et la publicité qui s'annonce dure en Suisse romande. C'est ainsi qu'il participera, dès l'an prochain, au groupe *Swiss combi* pour la publicité. Il sera en compagnie du *Tages-Anzeiger* (ZH), de la *Berner Zeitung* et des *Luzerner Neuste Nachrichten*. Les éditions de fin de semaine prendront du poids... et *Le Matin* va perdre un concurrent.